

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 43 (2024)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : plus de 100 ministres et vice-ministres dans le nouveau gouvernement
- ❖ Malaisie : un budget 2025 record avec près de 100 Md USD de dépenses
- ❖ Singapour : ouverture d'un bureau régional de l'Agence internationale de l'énergie

LE CHIFFRE À RETENIR

+4,6 %

Prévisions de croissance
de la région pour 2024
(WEO du FMI)

Région

FMI : +4,6% de croissance du PIB attendue pour 2024

Selon les dernières projections du FMI dans son « World Economic Outlook » d'octobre 2024, l'économie mondiale devrait connaître une croissance modérée de 3,2 % sur la période 2024-2025. Les perspectives des pays de l'ASEAN apparaissent en revanche plus dynamiques, avec une croissance régionale estimée à 4,6 % en 2024 et 4,7 % en 2025, quasi inchangées par rapport aux prévisions publiées en avril (-0,1 point en 2025). Le Vietnam devrait enregistrer la plus forte croissance du PIB dans la région, atteignant +6,1 % sur cette période, bien que ces prévisions demeurent inférieures à celles d'institutions bancaires comme HSBC (+7 %), Standard Chartered (+6,8 %) et UOB (+6,4 %) (voir brèves sur le Vietnam ci-dessous). Les Philippines suivent de près avec des taux de 5,8 % en 2024 et 6,1 % en 2025. L'Indonésie, qui représente 36 % du PIB de l'ASEAN, maintiendrait une progression stable autour de 5 %. La Malaisie, après une année 2023 plus modeste à 3,6 %, devrait rebondir à 4,8 % en 2024, tandis que la Thaïlande présente des perspectives plus prudentes, avec une croissance projetée à 2,8 % en 2024.

	Prévisions			Écart par rapport à avril 2024		PIB nominal (Md USD)
	2023	2024	2025	2024	2025	2023
Monde	3,3%	3,2%	3,2%	-	-	105 685
Etats-Unis	2,9%	2,8%	2,2%	0,1	0,3	27 721
<u>Eurozone</u>	0,4%	0,8%	1,2%	-	-0,3	15 683
France	1,1%	1,1%	1,1%	0,4	-0,3	3 053
Chine	5,2%	4,8%	4,5%	0,2	0,4	17 558
Inde	8,2%	7,0%	6,5%	0,2	-	3 568
ASEAN*	4,1%	4,6%	4,7%	-	-0,1	3 798
Indonésie	5,0%	5,0%	5,1%	-	-	1 371
Thaïlande	1,9%	2,8%	3,0%	0,1	0,1	515
Singapour	1,1%	2,6%	2,5%	0,5	0,2	501
Philippines	5,5%	5,8%	6,1%	-0,4	-0,1	437
Vietnam	5,0%	6,1%	6,1%	0,3	-0,4	434
Malaisie	3,6%	4,8%	4,4%	0,4	-	400
Birmanie	2,5%	1,0%	1,1%	-0,5	-0,9	65
Cambodge	5,0%	5,5%	5,8%	-0,5	-0,3	43
Brunei	1,4%	2,4%	2,5%	-	-	15
Laos	3,7%	4,1%	3,5%	0,1	-0,5	15

Source : FMI (WEO, octobre 2024)

L'ASEAN face à des obstacles majeurs pour atteindre ses objectifs climatiques

Le rapport « Southeast Asia Energy Outlook 2024 » de l'AIE publié cette semaine analyse les dynamiques énergétiques en Asie du Sud-Est et les défis pour équilibrer croissance et durabilité. La région est en voie de devenir un acteur majeur de la demande énergétique mondiale, soutenue par une croissance économique rapide et une demande énergétique en forte hausse, prévue pour représenter plus de 25 % de la croissance mondiale d'ici 2035. Cette expansion repose encore largement sur les combustibles fossiles, principalement le charbon et le pétrole. En 2022, les subventions aux énergies fossiles ont atteint 105 Md USD, un fardeau pour les gouvernements qui renforce la dépendance régionale à ces sources d'énergie. La demande d'électricité devrait augmenter de 4 % par an jusqu'en 2035, mais les énergies renouvelables, bien qu'en croissance, progressent plus lentement que la demande, atteignant seulement 35 % du mix énergétique prévu, tandis que la consommation de pétrole, de charbon et de gaz continuera de croître. Pour atteindre les objectifs climatiques, l'AIE recommande d'importants investissements dans les technologies propres, l'infrastructure des réseaux et l'efficacité énergétique. L'agence estime que le financement privé devra être multiplié par cinq d'ici 2035 pour répondre aux ambitions climatiques de la région, bien que le coût élevé du capital y reste un obstacle majeur. L'AIE appelle également à une coopération régionale et internationale accrue pour accélérer la transition énergétique, réduire la dépendance aux combustibles fossiles, et assurer un avenir énergétique durable et sécurisé en Asie du Sud-Est.

Indonésie

Plus de 100 ministres et vice-ministres dans le nouveau gouvernement

Élu le 14 février, Prabowo Subianto a été officiellement investi président le 20 octobre et a annoncé le même jour la composition de son gouvernement. Ce dernier compte 48 ministres, soit 14 de plus que l'administration précédente, ainsi que 56 vice-ministres. Parmi les ministres reconduits, figurent Airlangga Hartarto, ministre coordinateur des Affaires économiques, et Sri Mulyani Indrawati, qui continue d'exercer ses fonctions en tant que ministre des Finances, sous l'autorité directe du président, pour un troisième mandat, Rosan Roeslani, ministre de l'Investissement (depuis août 2024), dont le portefeuille a été élargi au « down-streaming », ou encore Bahlil Lahadalia, ministre de l'Énergie et des Ressources minérales (depuis août 2024 également, après avoir été ministre de l'investissement). Pour mémoire, le Président Prabowo a pour ambition de porter la croissance économique du pays à 8 % d'ici la fin de son mandat, alors qu'elle est actuellement d'environ 5 %. Ses priorités incluent la mise en place d'un programme de restauration scolaire gratuite ainsi que l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire et énergétique.

Création de l'Agence de gestion des investissements Danantara

Une nouvelle Agence de gestion des investissements Danantara, a été créée par le nouveau président par le Décret présidentiel n°142/P de 2024. Cette agence gèrera des investissements hors budget, en particulier les actifs du gouvernement. Bien que similaire à l'Indonesia Investment Authority (INA), la mission de Danantara est plus large, englobant une plus grande diversité d'investissements publics. L'objectif est de consolider et d'optimiser la gestion des actifs gouvernementaux répartis entre plusieurs ministères.

Report à une date ultérieure de l'obligation de certification halal pour les produits alimentaires importés

La loi halal de 2014 est entrée en vigueur le 18 octobre 2024 en Indonésie. Elle impose notamment une obligation de certification halal pour un grand nombre de produits (produits alimentaires et boissons à compter de 2024, à l'exception des produits « non-halal » ou de certains produits réputés halal par nature, tels les produits frais d'origine végétale). Le règlement présidentiel n°42/2024 du 17 octobre 2024 prévoit toutefois un report de cette obligation pour les PME indonésiennes (report au 17 octobre 2026) ainsi que pour les produits importés (à une date devant être définie ultérieurement par le ministre des Affaires religieuses, au plus tard au 17 octobre 2026). En effet, ces derniers doivent être certifiés dans leur pays d'origine par un organisme certificateur accrédité par l'autorité indonésienne BPJPH ou bien par l'un des neuf auditeurs indonésiens autorisés et l'accréditation des organismes étrangers par le BPJPH connaît d'importants retards, ce qui aurait eu pour effet de perturber les flux d'exportations vers l'Indonésie.

Malaisie

Les prévisions de croissance du gouvernement revues à la hausse pour 2024

A l'occasion du dépôt du projet de budget pour 2025 au parlement le 18 octobre, le gouvernement a relevé ses prévisions de croissance pour 2024 qui se situent désormais entre 4,8 % et 5,3 %, contre 4,0 % - 5,0 % initialement prévus en octobre 2023. Le FMI estime de son côté que l'expansion du PIB sera de 4,8 % en 2024 puis de 4,4 % en 2025 (hors impact des mesures qui seront adoptées dans le budget). La croissance s'établit à 5,1 % pour les neuf premiers mois de l'année (en g.a.) sur la base des premières estimations du département des statistiques malaisien pour le T3-2024 (5,3 % après 5,9 % au T2). Elle est portée par les services (59 % du PIB ; +5,1 % en g.a.) ainsi que les secteurs manufacturier (23 % ; +5,7 % en g.a.), de l'agriculture (7 % ; +4,0 % en g.a.) et de la construction (4 % ; +19,5 % en g.a.). L'industrie extractive (4 % du PIB) voit quant à elle sa contribution en valeur reculer de 3,4 % en g.a.

Le projet de budget 2025 à un nouveau niveau historique

Le cadre macroéconomique retenu pour l'élaboration du budget fédéral pour 2025 repose sur des hypothèses de croissance entre 4,5 % et 5,5 % et d'inflation entre 2,0 % et 3,5 %. Avec un montant d'environ 97,7 Md USD en dépenses (20,2 % du PIB), en hausse de 6,9 % par rapport au budget initial prévu pour 2024, et de 78,8 Md USD en recettes (16,3 % du PIB ; +10,4 %), il s'agit du projet de budget le plus important qu'ait connu la Malaisie. Le déficit se réduirait à 3,8 % du PIB après 4,3% en 2024. Les dépenses de fonctionnement (77,7 Md USD) augmentent de 10,3 %, sous l'effet d'une croissance de 10,7 % des charges de rémunérations (25 % du total des dépenses), dans la suite de la revalorisation salariale annoncée mi-août pour les agents publics, et d'une hausse de 9,8 % du service de la dette (13 % du total). La dotation allouée aux subventions et aides sociales (12 % du total) est quasi-stable (-0,4 %), les économies réalisées suite à la révision des subventions sur le diesel s'avérant faibles en raison des nombreuses exceptions introduites depuis le mois de juin. Ainsi, pour atteindre l'objectif de réduction du déficit et limiter le recours à l'endettement, la dotation prévue pour les dépenses d'investissement (20 Md USD ; 4,1 % du PIB) recule de 4,4 %, qui se traduit notamment par l'absence d'annonces majeures dans le domaine des grands projets d'infrastructures. Les principaux bénéficiaires du budget sont les secteurs de l'éducation et de la formation (20,4 % des dépenses), de la santé (10,9 %), des transports (5,8 %) et de la défense (5,2 %). Une soixantaine de mesures a été annoncée, parmi lesquelles une augmentation de plus de 13 % du salaire minimum mensuel à 1 700 MYR (394 USD) à partir du 1er février 2025 et l'instauration d'une taxe de 2 % sur les revenus de dividendes supérieurs à 23 200 USD par an. Il est également prévu une hausse de la taxe sur les ventes pour les produits considérés comme non essentiels (taux non communiqué). La révision des subventions pour l'essence SP95 est repoussée à mi-2025 et ne concernera que les 15 % de la population disposant des revenus les plus élevés, avec une économie budgétaire attendue d'environ 1,9 Md USD par an.

Singapour

L'inflation sous-jacente atteint 2,8 % en septembre 2024, en hausse pour le deuxième mois consécutif

En septembre 2024, l'inflation sous-jacente de Singapour a augmenté pour le deuxième mois consécutif, atteignant 2,8 % en glissement annuel, contre 2,7 % en août. Cette hausse est notamment due à l'augmentation de l'inflation sur les biens de consommation courante et les autres catégories de biens, tandis que l'inflation globale a baissé à 2 %, grâce à une baisse des coûts des transports privés. Bien que l'inflation sous-jacente soit sur une tendance à la modération et devrait atteindre environ 2 % d'ici la fin de l'année, des risques subsistent en raison de tensions géopolitiques et de la volatilité des prix des matières premières. Le FMI prévoit une inflation moyenne de 2,5 % à 3 % pour 2024.

SunCable : un projet ambitieux pour alimenter Singapour en électricité verte d'ici 2035

Annoncé pendant la Singapore International Energy Week (SIEW) 2024, le projet SunCable, qui vise à exporter de l'électricité à faible émission de carbone depuis l'Australie vers Singapour, a reçu une approbation conditionnelle de l'Autorité de marché de l'énergie de Singapour (EMA). Prévu pour fournir 1,75 GW d'électricité solaire via un câble sous-marin de 4 300 km, ce projet devrait couvrir 9 % des besoins en électricité de Singapour d'ici 2035 et réduire les émissions de CO₂ de 6 Mt par an. Bien que des investissements massifs aient déjà été réalisés, des défis subsistent, notamment l'obtention d'accords commerciaux viables et des approbations réglementaires, avec une clôture financière attendue pour 2027. Cette initiative s'inscrit dans l'objectif de Singapour d'importer 6 GW d'électricité décarbonée d'ici 2035, et de diversifier ses sources d'énergie pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Inauguration du premier bureau régional de l'Agence internationale de l'énergie hors de Paris

Basée à Paris, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a inauguré ce lundi son premier bureau régional à Singapour. Ce nouveau Centre de coopération régional a pour objectif de renforcer les partenariats énergétiques avec l'Asie du Sud-Est en fournissant des orientations politiques, une assistance technique et un renforcement des capacités. Les domaines prioritaires incluent le déploiement des énergies renouvelables, le commerce transfrontalier d'électricité, ainsi que l'accès aux financements pour les investissements dans les énergies propres.

Vietnam

Standard Chartered révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour 2024

Standard Chartered vient de réviser à la hausse ses prévisions sur la croissance économique du Vietnam pour 2024 à 6,8 %, contre 6 % initialement (avril), reflétant l'expansion plus forte que prévu (+7,4 %) enregistrée au troisième trimestre. La banque note une amélioration de la conjoncture dans de nombreux secteurs au T3, notamment les importations (+17,2 % en g.a.), les exportations (+15,8 %), les ventes au détail (+8,4 %) et l'industrie manufacturière (+11,4%). De son côté, l'institut vietnamien de recherche économique et politique (VEPR) prévoit deux scénarios de croissance pour cette année : le premier vise une croissance de 7 % et le deuxième, moins optimiste, prévoit 6,8 %. Ces nouvelles prévisions se basent notamment sur la reprise du commerce et des investissements étrangers. Ces derniers pourraient atteindre un nouveau pic historique en 2024, à 39-40 Md USD (contre 24,8 Mds USD sur les neuf premiers mois de l'année). Selon le PM Pham Minh Chinh, enfin, le PIB pourrait augmenter de 7 % cette année, dépassant ainsi l'objectif de 6,5 % fixé par l'AN. Pour rappel, plusieurs banques et organisations internationales ont également revu à la hausse leurs prévisions de croissance pour 2024 au cours des dernières semaines.

	HSBC	Standard Chartered	UOB	BM	FMI
Nouvelle prévision	7%	6,8%	6,4%	6,1%	6,1%
Prévision initiale	6,5%	6%	5,9%	5,5%	5,8%

Les Etats-Unis initient une revue administrative de leur politique antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétroliers (OCTG) importés depuis le Vietnam

Selon le ministère vietnamien de l'Industrie et du Commerce (MOIT), le département américain du Commerce (DOC) a engagé une revue de sa politique antidumping dans ce secteur et inviter les entreprises vietnamiennes ayant exporté ce type de produits vers les Etats-Unis durant la période du 1er septembre 2023 au 31 août 2024 à lui fournir les informations nécessaires sur la constitution de leur prix. Le Vietnam n'étant pas reconnu comme une « économie de marché » par les Etats-Unis, les entreprises exportatrices estimant ne pas réaliser de dumping doivent soumettre des demandes individuelles afin d'éviter d'être soumises à droits de douanes exorbitants à l'entrée sur le marché américain. Les résultats de cette revue sont attendus d'ici le 30 septembre 2025. Pour rappel : les droits antidumping sur les produits tubulaires en provenance du Vietnam ont été mis en place par les Etats-Unis à partir de 2014, avec des taux compris entre 9,57 % et 111,47 %. Conduite en 2021, la dernière revue administrative concernant ces produits avait conduit au maintien de ces droits de douanes prohibitifs.

Retour sur l'édition 2024 du Green Economy Forum & Exhibition

Organisée à Ho Chi Minh Ville du 21 au 23 octobre par la chambre de commerce européenne, le Green Economy Forum & Exhibition a pour objectif de promouvoir l'expertise et les technologies européennes dans les domaines des énergies renouvelables et de la transition verte. Le pavillon français rassemblait 17 acteurs publics (AFD/Proparco, Business France, CCI France-Vietnam) et entreprises françaises dont les stands exposaient les solutions dans les secteurs liés à l'énergie, aux transports à l'efficacité énergétique. La « Séquence France » concentrant une conférence de presse ainsi que des tables rondes dédiées aux mobilités et à l'énergie ont rassemblé plus de 200 personnes et ont été particulièrement appréciées.

Possible reprise du programme nucléaire

Le 21 octobre 2024, le ministre de l'Industrie et du Commerce (MoIT) a indiqué que le 8ème plan de programmation de l'énergie (Power Development Plan No.8 ou « PDP8 »), qui dessine le bouquet énergétique du pays à l'horizon 2030, allait être amendé afin d'inclure l'énergie nucléaire et l'hydrogène comme options. Par ailleurs, alors que la Loi sur l'électricité doit être amendée à l'occasion de la session de l'Assemblée nationale qui vient de s'ouvrir, un projet de texte précise que l'Etat vietnamien serait le seul investisseur dans tout projet de centrale nucléaire. Cette mesure est justifiée au nom de la sécurité nationale. Pour rappel : le Vietnam s'est doté en 2010 d'un programme nucléaire civil qui a été suspendu – mais non formellement abandonné – en 2016. Dans son actuelle version, le PDP8 ne prévoit pas de recourir à l'énergie nucléaire, tout en laissant la porte ouverte à une possible reprise du programme. Le document évoque en effet la nécessité de « rechercher et évaluer les sources d'énergies potentielles non conventionnelles » et son annexe 1 mentionne la création d'un « Centre de recherche et de développement sur l'énergie nucléaire ». En septembre 2024, un document publié par le gouvernement et consulté par le Vietnam Economic Times, avait déjà chargé le MoIT d'étudier les expériences internationales en matière de développement de l'énergie nucléaire. Pour atteindre ses objectifs de croissance économique, le Vietnam doit assurer une croissance annuelle de 12 à 15% de sa production électrique.

Nouvelle stratégie dans le secteur de la blockchain

Dans la stratégie publiée le 22 octobre dernier, le pays souhaite se positionner comme un des pays les plus avancés de la région. Cela passe dans la mise en place d'un écosystème à vocation nationale d'abord d'ici 2025, puis à son extension aux autres pays de l'ASEAN d'ici 2030. Parmi les objectifs mentionnés, le pays a pour ambition d'avoir d'ici 2030 20 marques reconnues, 3 centres de recherche sur ces technologies et de se situer dans le top 10 asiatique. Au-delà de l'effet d'annonce, la maîtrise de cette technologie est un enjeu qui permettrait notamment au pays de renforcer son arsenal de lutte contre le blanchiment d'argent, cette technologie permettant une meilleure sécurisation et traçage des paiements. Le Vietnam ayant pour ambition de sortir de la liste grise du GAFI – l'organisme international chargé d'évaluer les capacités des pays à lutter contre le blanchiment - d'ici mai 2025, il s'agit d'un enjeu d'attractivité important pour son système bancaire.

Thaïlande

FMI : légère révision à la baisse des prévisions de croissance pour la Thaïlande

Le 24 octobre, le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance de 0,1 point de pourcentage pour la Thaïlande par rapport à ses prévisions de juillet, estimant que le PIB augmentera de 2,8 % en 2024 et de 3 % en 2025. Le FMI avait légèrement rehaussé ses estimations dans sa mise à jour économique en juillet pour la croissance thaïlandaise à 2,9 % et 3,1 %, en comparaison à son rapport d'avril 2024, où le PIB de la Thaïlande avait été estimé à 2,7 % pour 2024 et de 2,9 % l'année prochaine. Malgré une baisse des prévisions, la Thaïlande devrait tout de même afficher une croissance de long terme à 2,7 % d'ici 2029.

BOI : 2 195 projets d'investissements enregistrés sur les 9 premiers mois de 2024, pour 21,5 Md USD

Au cours des neuf premiers mois de 2024, la Thaïlande a enregistré un boom d'investissements avec l'enregistrement de 2 195 projets d'une valeur totale de 21,5 Md USD (722,5 Md THB) soumis au Board of Investment (BOI), soit une augmentation de 46 % en volume et 42 % en valeur par rapport à l'année précédente. Les secteurs les plus attractifs incluent l'électronique pour 5,4 Md USD (183,4 Md THB), le numérique pour 2,8 Md USD (94,2 Md THB), et l'automobile pour 2,02 Md USD (67,8 Md THB). Les investissements directs étrangers (IDE) ont, eux, augmenté de 66 % en volume par rapport à 2023, atteignant 1 449 projets d'une valeur totale de 16,3 Md USD (546,6 Md THB, soit une hausse de 38 % en valeur). Singapour est en tête avec 5,4 Md USD (180,8 Md THB) d'IDE, suivi de la Chine avec 3,4 Md USD (114,07 Md THB) et Hong Kong avec 2,03 Md USD (68,2 Md THB). Les projets d'investissement se concentrent principalement dans l'Est du territoire (12,15 Md USD, soit 408,4 Md THB) et le Centre (6,6 Md USD soit, 220,7 Md THB).

Les inégalités de richesse persistent en Thaïlande, notamment en matière d'actifs financiers

Le Conseil national de développement économique et social (NESDC) a publié un rapport sur la pauvreté et les inégalités en Thaïlande pour 2023, établissant que les inégalités de richesse en Thaïlande se sont légèrement réduites, mais restent importantes. Bien que l'écart en matière de propriété des actifs se soit réduit, les inégalités en matière d'actifs financiers demeurent importantes. Les 10 % des Thaïlandais les plus riches détiennent près de 50 % des actifs financiers, tandis que les 40 % les plus pauvres n'en possèdent que 10,35 %. Les inégalités restent également marquées dans la propriété des véhicules et des logements. La dette des ménages à faibles et moyens revenus a considérablement augmenté, aggravant les écarts de richesse.

Philippines

Augmentation des importations de riz aux Philippines pour faire face à la baisse de la production liée aux phénomènes climatiques

La production de riz paddy devrait diminuer de 11,9 % au Q3 en raison des dommages causés par les phénomènes El Niño et la Niña, amenant le Department of Agriculture (DA) à revoir ses projections de production annuelle pour 2024 à la baisse de 3,1 % (19,4 M de tonnes en octobre contre 20,1 M en août), soit une production annuelle qui serait inférieure à celle de 2023 (20,1 M de tonnes). Les importations de riz ont augmenté de 24 % en 2024, bénéficiant notamment de la baisse des tarifs douaniers sur le riz de 35 % à 15 % actée en août. Le stock de riz devrait ainsi atteindre 3,8 M de tonnes à la fin de l'année, suffisamment pour couvrir la consommation du pays pendant 100 jours.

Le ministre des Finances philippin exprime son inquiétude face à une éventuelle victoire de Donald Trump

Le ministre des Finances des Philippines Ralph Recto s'est dit, lors d'un point presse, inquiet pour l'économie philippine d'une éventuelle victoire début novembre de Donald Trump avec les risques pour le commerce mondial liés à son programme protectionniste. Les Philippines, dont le commerce extérieur dépend fortement des Etats-Unis (3ème partenaire commercial et 1er destinataire des exportations avec 11,5 Md USD en 2023) seraient, selon lui, particulièrement affectées par la hausse de 10 % des tarifs douaniers proposée par le candidat avec un impact sur la croissance du pays évalué à -0,2 % du PIB selon la banque japonaise Nomura. M Recto a mis en avant, en cas de choc protectionniste, le rôle d'amortisseur attendu des échanges avec le Japon, la Corée et l'Australie ainsi que du levier que pouvait constituer le traité de défense mutuelle avec les Etats-Unis pour préserver la qualité actuelle des relations entre les deux pays.

Les Philippines complètent leur coopération avec la Corée du Sud en matière d'énergie nucléaire

La Manila Electric Company (Meralco), principale entreprise de distribution d'électricité aux Philippines, a signé un mémorandum d'entente (MoU) avec le sud-coréen Samsung Construction & Trading Corporation pour explorer le développement de l'énergie nucléaire aux Philippines. Le MoU stipule que Meralco et Samsung C&T partageront leurs compétences en matière de conception technique, de cadre réglementaire et d'infrastructure de réseau nécessaire. Annoncé lors du forum d'affaires Philippines-Corée, ce MoU renforce la coopération entre les deux pays dans le domaine et prolonge leurs synergies dans le secteur privé, après l'annonce d'une étude de faisabilité sur la réhabilitation de la centrale nucléaire de Bataan par l'entreprise publique Korea Hydro & Nuclear Power (cf. brève 11 octobre). A trois semaines du forum international sur la chaîne d'approvisionnement de l'énergie nucléaire aux Philippines, la Corée du Sud est ainsi en position avantageuse pour prendre part au programme nucléaire ambitieux des Philippines.

Cambodge

Un visa pour tous et tous pour un visa

De janvier à août 2024, le Cambodge a accueilli 3,5 millions de touristes, soit le même nombre de touristes pour la même période l'année précédente. Ce n'est donc pas en 2024 que les chiffres du tourisme retrouveront leur niveau prépandémique. C'est aussi le cas pour le reste de l'ASEAN, qui a accueilli 77 millions de touristes pour la même période contre 92 millions en 2019. Comme pour le Cambodge, ces résultats s'expliquent surtout par une baisse considérable des touristes chinois (32 millions en 2019 contre environ la moitié en 2024). Pour l'heure, les pays de l'ASEAN doivent se contenter d'un tourisme plus régional et moins rémunérateur. Au Cambodge, cela s'est traduit par l'arrivée de 1,2 million de touristes thaïlandais en 2023. Du coup, le Cambodge s'est montré sensible à l'initiative thaïlandaise – la Thaïlande est la première destination touristique de l'ASEAN – visant à la possible création d'un visa touristique unique pour 6 pays de la région (Brunei, Cambodge, Laos, Malaisie, Thaïlande et Vietnam).

La présence économique malaisienne au Cambodge

En tant que membres de l'ASEAN, la Malaisie et le Cambodge sont des partenaires très proches. En 2023, la Malaisie représentait 2,5 % des IDE au Cambodge, soit environ 100 M USD ; une somme modeste. La même année, les échanges commerciaux bilatéraux s'élevaient à 635 M USD (dont 527 M USD d'importations cambodgiennes). Ces chiffres restent aussi modestes, comparés à d'autres partenaires de l'ASEAN (Singapour, Thaïlande ou Vietnam). La présence malaisienne n'est pour autant pas négligeable et se développe même. Ainsi, la présence malaisienne est très forte dans le bancaire puisque cinq établissements y sont présents (Maybank, Public Bank, CIMB Bank PLC, RHB Indo China et Hong Leong), à l'image de leur forte présence régionale. Elles représentent 9,2 % du marché bancaire pour 7 Md USD d'actifs ; ou encore, dans le secteur des télécommunications, l'entreprise GTC (filiale du malaisien RTB group) a obtenu 19,97 M USD de financement de l'EXIM Bank (Malaysia) pour installer 400 tours de tours de télécommunications au Cambodge.

Soutenir l'économie, mais à quel prix ?

L'économie cambodgienne affronte une situation économique défavorable, ses plus grands partenaires économiques étant affectés par la guerre en Ukraine et le conflit israélo-palestinien (Etats-Unis et Europe) ou une crise financière et immobilière sans précédent (Chine). Pour soulager les secteurs touchés, le gouvernement multiplie les réductions d'impôts. Dans le transport aérien, avec une baisse de 4 % pour les compagnies étrangères. Dans le bâtiment, avec une baisse de la fiscalité immobilière (enregistrement, taxe foncière, plus-values...). Dans l'agriculture, avec une réduction des prix de l'électricité pour les silos et moulins à riz. Dans le tourisme, avec une exemption d'impôts (hors TVA) sur toutes les activités à Siem Reap. Dans cette logique, les entreprises endettées peuvent maintenant payer leur dette à tempérament, sur 3 ans et sans intérêt la première année. Cette politique de soutien finit par déséquilibrer le budget, les recettes fiscales étant en baisse de 15 % en 2024. A long terme, ce n'est pas tenable, même si l'endettement extérieur du Cambodge est faible (< 27 % du PIB).

Laos

NTPC et l'IRD au service du développement durable

Nam Theun Power Corp., gestionnaire du barrage de Nam Theun 2, et l'Institut pour la recherche sur le développement s'associent pour lancer le Centre pour la recherche et l'éducation sur l'environnement (CIREN). Installé dans le district de Nakai (Khammouane) – où se situent Nam Theun 2 et le parc national Nakai Nam Theun –, le centre facilitera la recherche, l'éducation et la formation en matière de protection de l'environnement. Il visera à former les étudiants locaux à la gestion durable des ressources naturelles et aux réponses à apporter aux défis environnementaux. L'IRD conduit des recherches avec de nombreux partenaires en matière d'écologie et de biodiversité, de santé, d'océans et de climat... L'IRD se concentre sur la zone intertropicale et méditerranéenne, qui cumule les plus fortes vulnérabilités en termes de développement. En Asie, outre le Laos, l'IRD est présent au Cambodge, en Thaïlande et au Vietnam. Et EDF, également bien présente dans la région, détient 40 % du capital de NTPC.

La BRI, en direct de Kazan

Les présidents laotien et chinois se sont retrouvés en marge du 16ème sommet des BRIC à Kazan (Russie). Comme le rapporte la presse officielle laotienne, le dirigeant chinois a appelé Chine et Laos à mettre en place une coopération-modèle au sein de la BRI. Il a rappelé les réussites de la coopération existante, comme le train Chine-Laos, le corridor de développement économique Chine-Laos et de nombreux autres projets. En tant que camarades et frères socialistes, Xi Jinping a souligné l'importance de la diplomatie de voisinage de la Chine, afin de créer une communauté au futur partagé ; pour le dirigeant chinois, la Chine sera toujours un partenaire fiable pour le Laos, y compris sur le plan économique et commercial. Il a annoncé un accroissement des importations chinoises du Laos. Thongloun Sisoulith a fait écho à ces déclarations, précisant que le Laos adhérerait au principe d'une Chine, et soutenait les intérêts vitaux du pays et ses positions sur Hong-Kong, Taïwan et le Xinjiang.

Birmanie

Lancement prochain de « MyanmarPay »

La Banque centrale birmane procède à la vérification des tests menés sur le projet de système de paiement numérique « MyanmarPay » (Digital Payment Switch), avant son lancement prévu pour décembre 2024. Ce projet national permettra de connecter les paiements par QR code non seulement au niveau national mais aussi à l'échelle internationale. En préparation depuis 2021, la phase de mise en œuvre n'a commencé qu'en 2023. PayPlus Co Ltd est l'opérateur du projet, tandis qu'Andaman Capital Partners est en charge des aspects techniques. Une fois que MyanmarPay sera mis en place, il permettra les paiements entre les banques, les fournisseurs de services financiers mobiles et les fournisseurs de services de paiement aux commerçants. Les simulations sont en cours depuis 9 mois avec les opérateurs de services mobiles tels que KBZPay, AYAPay, OK \$ et Wave Money.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr